

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4679 - Vendredi 02 Août 2024 - Prix : 200 Fc

CLÔTURE DU PIDC :

"Faire de l'Agriculture le moteur du développement"



SEMAINE DE LA DIASPORA :

La diaspora appelée à l'inclusion financière

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

26 Moharam 1446

Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Août 2024

Lever du soleil:

06h 25mn

Coucher du soleil:

18h 01mn

Fadjr : 05h 13mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 16mn

Maghrib: 18h 04mn

Incha: 19h 18mn



FORMATION :

Vers une agriculture résiliente

Pour booster les compétences techniques nécessaires pour garantir la production et la qualité des semences de catégorie supérieure, des sessions de formation ont organisées mardi 30 juillet dernier à Moroni, au profit de l'INRAPE, des CRDE et de la direction nationale des stratégies agricoles et de l'élevage.

Les sessions de formation pour le renforcement des capacités de l'INRAPE, des CRDE et de la direction nationale des stratégies agricoles et de l'élevage (DNSAE) ont été lancées mardi 30 juillet dernier au Retaj. Ces formations sont une étape importante pour le développement de l'agriculture comorienne. Elles ont pour objectif de booster les compétences techniques nécessaires pour garantir la production et la qualité des semences de catégorie supérieure. Cela implique une maîtrise des tests DHS et VATE, ainsi qu'une compréhension approfondie des principes



formation sur la resilience de l'agriculture

de maintenance variétale et de traçabilité des semences.

Elles s'inscrivent dans le cadre du projet « Renforcement de l'état de préparation et de la réponse aux crises alimentaires » ; dont les premières phases du projet ont permis d'établir une base solide pour faire

face aux défis du secteur agricole. Ce projet financé par la Banque africaine de Développement (BAD) avec le soutien technique de la FAO, « vise à accroître la production agricole, améliorer la productivité et renforcer la résilience des systèmes de production. Dans un contexte

mondial difficile, particulièrement impacté par la guerre en Ukraine, cette initiative s'inscrit dans la continuité du programme AEFPP, qui assure la sécurisation des semences essentielles », lit-on dans une publication du ministère de l'agriculture. Et de préciser que « des

efforts incluent la réalisation de tests de distinction, homogénéité et stabilité (DHS), ainsi que l'évaluation de la valeur agronomique, technologique et environnementale (VATE) des variétés de maïs, manioc, pommes de terre, pois d'angole et haricot. »

Dans les semaines à venir, des sessions de formation seront organisées, abordant la caractérisation des variétés, la réalisation des examens DHS et VATE, et les règlements techniques liés à la production, au contrôle et à la certification des semences. Ces compétences sont essentielles pour assurer une production durable. « Les thèmes abordés vont inclure également les inspections de culture, l'importance des semences améliorées et la distinction entre semence et graine. Chaque aspect de cette formation vise à préparer les acteurs à relever les défis agricoles », nous dit la communication du ministère.

Andjouza Abouheir

GESTION DE DÉCHETS À DJOIEZI

"Une avancée significative"

Après trois mois de mise en place du projet de ramassage des ordures ménagères à Djoiezi Mohéli dans la commune de Moilimdjini, par le MJCD (mouvement des jeunes cadres de Djoiezi), les résultats selon les responsables, sont satisfaisants. Une initiative saluée par la population de cette localité.

Les déchets ménagers commencent à disparaître des plages de Djoiezi tout comme dans les ruelles. C'est ce que l'on a constaté ce mardi lors de notre passage dans cette localité de la commune de Moilimdjini. Une bonne nouvelle pour les protecteurs de l'environnement mais aussi pour les habitants de Djoiezi. En effet, les déchets sont rares sur la plage de

Djoiezi depuis que le mouvement des jeunes cadres de Djoiezi a mis en place un programme de ramassage des ordures ménagères dans cette ville deux fois par semaine (dimanche et mercredi).

« Moi personnellement je me réjouis de cette initiative car à quelques mètres de chez moi, il y'avait un dépôt sauvage d'ordures. Maintenant ce n'est plus le cas. Et c'est pareil dans chaque coin de la ville » se réjouit Mma Saendiya. Un avis partagé par Youssouf Ben Anthony qui précise que la mise en place de ce programme était difficile sur la plage surtout à partir de 18 heures. « Ces ordures attiraient autrefois des moustiques à la plage. Maintenant Dieu merci on peut amener sa natte et aller se reposer tranquillement », témoigne un des

responsables du MJCD qui ajoute qu'il n'est pas facile de sensibiliser une population qui connaît les conséquences de l'éparpillement de ces déchets dans les espaces publics.

« Bien qu'il y ait des avancées significatives dans ce projet, le combat est loin d'être gagné », explique Youssouf Bacar un des responsables de l'association, avant de poursuivre : « on est obligé de louer un camion et payer une main d'œuvre pour assurer la collecte de ces ordures

dans les ménages. Donc nous sommes convenus avec la population locale de payer 1000fc par mois pour payer au moins le camionneur. Jusqu'à présent il y'a des gens qui n'honorent pas leurs engagements financiers. Mais quand le camion passe devant chez eux pour collecter les ordures c'est eux qui ramassent les leurs en premier », regrette-t-il. « Si on décide de ne plus prendre leurs ordures ils vont finir par les jeter à la plage et c'est ce qu'on veut éviter.

Alors que leurs cotisations sont obligatoires » dit-il. Pour des raisons financières et logistiques, l'on apprend que c'est seulement la moitié de la localité de la ville qui est concernée par cette opération de collecte des déchets. « Il serait nécessaire de revoir cette initiative pour élargir la couverture de la collecte dans cette localité mais surtout de pérenniser cette activité », a conclu le responsable.

Riwad



Pharmacie de garde

Pharmacie des Comores: 773 22 73



Demande de proposition de prix pour les services d'un huissier ou un avocat pour l'organisation d'une vente aux enchères au Corps de la Paix.

Le Corps de la Paix Américain aux Comores, recherche un prestataire de service, avocat, ou huissier ou notaire, pour organiser et diriger une opération de vente aux enchères publique à Moroni, Ngazidja.

Toute personne qualifiée pour l'organisation d'une vente aux enchères en Union des Comores, intéressé(e) par cet appel d'offre peut obtenir les termes de références en envoyant un courriel à l'adresse : PCComoros@peacecorps.gov avant le 06 août 2024 à 15h 30.

Mkazi, le 24 juillet 2024

CLÔTURE DU PIDC :

" Faire de l'Agriculture le moteur du développement "

Ce jeudi 1er août s'est tenue l'ouverture du salon exposition - vente, au Palais du peuple de Moroni. Cet évènement qui marque la clôture du projet intégré de développement des chaînes de valeur et compétitivité (PIDC) avait pour objectif de rappeler les réalisations significatives faites grâce à ce projet.

Pour soutenir le développement économique et social du pays, le ministère de l'agriculture en partenariat avec le projet intégré de développement des chaînes de valeur et compétitivité (PIDC) a ouvert ce jeudi 01 août une foire de deux jours, au Palais du peuple de Moroni. Cet événement qui marque la clôture du PIDC a vu la présence des membres du gouvernement et du corps diplomatique ainsi que les représentants de la Banque mondiale, etc.

Dans son allocution, le chef de l'Etat Azali Assoumani a rappelé les réalisations significatives enregistrées dans le renforcement de l'environnement institutionnel pour le développement des chaînes de valeur de l'agriculture et du tourisme. « Plus de 18 200 agriculteurs ont bénéficié de services et d'actifs améliorés comme les lianes de vanilles, plants d'arboricultures fruitières... Une augmentation de 34% des rendements de cultures et une augmenté de 20% du volume de lait réfrigéré collecté. » Et d'ajouter : « l'agriculture reste le pivot de notre économie et apparait plus que jamais comme le facteur moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. »

Selon lui, 186 entreprises et coopératives ont bénéficié d'appuis techniques et des subventions financières à travers le CPA, dont 82 sont gérées par des femmes, soit 43%. Il

est important de noter aussi que sur les 186 entreprises retenues, 100 appartiennent à des jeunes entrepreneurs. « L'enveloppe destinée et attribuée aux jeunes entrepreneurs, aux MPME et aux Coopératives retenus à travers le CPA est de 2 063 002 495 KMF. » Il appelle donc à « orienter nos actions dans la protection sociale, l'innovation et la création d'emplois décents, ainsi que l'adoption des pratiques agricoles durables préservant à la fois notre santé, notre environnement et nos ressources naturelles. Nous devons faire de l'Agriculture le moteur du développement en mettant en place tous les outils d'incitation aux initiatives agricoles. »

Présent, la représentante de la Banque mondiale a expliqué qu'un tel évènement va renouer et faciliter les contacts, les échanges et l'interaction de différents bénéficiaires du projet, les acteurs et le secteur

privé. « Nous avons légué 25 millions de dollars pour le bon fonctionnement de ce projet. L'organisation aujourd'hui témoigne encore une fois de la pertinence de la réponse mise en place pour accompagner les efforts du gouvernement dans la consolidation du tissu économique fortement impacté par la Covid-19. »

Le gouvernement a mis en place un mécanisme de soutien technique et financier direct aux jeunes, aux micros, petits et moyens entreprises à travers un concours de plans d'affaires. « Cette compétition avait pour vocation de stimuler l'émergence et l'éclosion d'un tissu de PME dynamique et innovant autour des chaînes de valeur potentielles ; en vue de contribuer à l'économie du pays mais surtout à la création d'emploi durable notamment pour les jeunes et les femmes. », souligne le ministre de l'agriculture, Daniel

Ali Bandar.

Ce salon est marqué par plusieurs activités culturelles à savoir l'art musical, danse, couture et des conférences, des séances de dégustations, des panels sur l'entrepreneuriat, l'agriculture, l'aviculture et le tourisme, ainsi que des activités dans l'objectif de promouvoir les grandes et petites entreprises en vue de faciliter la croissance économique du pays. Notons que le PIDC est une initiative du gouvernement, destinée à soutenir le développement économique et social des Comores et appuyé par la Banque Mondiale. Cet évènement a réuni plus de 100 exposants dont les lauréats du Concours de Plan d'affaires (CPA), des structures d'appui à l'entrepreneuriat (UCCIA, ANPI, etc.), des centres ruraux de développement économique.

Mohamed Ali Nasra

SEMAINE DE LA DIASPORA :

La diaspora appelée à l'inclusion financière

La Banque centrale en collaboration avec l'Union des chambres de commerce (UCCIA) ont organisé une conférence de presse hier 1er août sur les activités liées à la semaine de la diaspora devant débiter bientôt. La BCC a saisi l'occasion pour sensibiliser l'opinion sur le forum axé sur l'inclusion financière prévu de se dérouler du 06 au 07 août au Palais du peuple de Moroni.

C'est un forum dédié à la diaspora comorienne. Lors d'une rencontre avec la presse ce jeudi 01 août, le gouverneur de la Banque centrale des Comores (BCC) Younoussa Ben Imani a précisé l'objectif : « Pendant ces deux jours de rencontre (6 au 7 août), il sera question de mettre en avant l'importance de l'inclusion financière et de présenter les perspectives basées sur la stratégie nationale de l'inclusion financière

en faveur de la diaspora ». Ces paramètres seront exposés dans les panels des discussions prévus au Palais du peuple. « Les discussions seront centrés sur le transfert d'argent via SEPA : exploration des nouvelles possibilités offertes par le SEPA pour améliorer les services financiers notamment pour la diaspora.

Le financement des projets immobiliers : discussions sur les solutions de financement pour encourager les investissements dans le secteur immobilier, le groupe d'épargne : importance des groupes d'épargne dans la mobilisation des ressources financières locales et l'épargne collective puis les projets communau-

taires contribuant à l'inclusion financière et au développement économique local » précise un document fourni à la presse.

Présent à la rencontre, Djamil Boinali secrétaire général de l'Uccia a montré que « lors des ce forum, il sera également question d'inviter la diaspora à s'investir dans le secteur

productif. Leur contribution dans le secteur peut booster l'économie du pays. Donc la semaine a pour but de leur montrer les avantages d'investir dans leur propre pays. » La Banque centrale considère l'organisation du forum sur l'inclusion financière comme une opportunité de renforcer la contribution financière de la diaspora dans les activités économiques du pays si bien qu'elle souhaite la participation des acteurs économiques dans cette semaine dédiée à la diaspora.

Kamal Gamal



BACCALAURÉAT SESSION 2024

19,57% d'admis à Anjouan

Comme prévu les résultats du baccalauréat ont été proclamés mercredi 31 juillet dernier sur toute l'étendue du territoire national. Sur 5801 candidats inscrits à Anjouan, 5420 se sont présentés aux épreuves et 1100 sont admis soit 19,57%. Tandis que 1472 candidats, soit 26,19% sont autorisés à passer aux épreuves du deuxième groupe.

C'est en début de soirée, du mercredi 31 juillet qu'ont été proclamés les résultats

du baccalauréat à Anjouan. « Les résultats chutent de près de 2% par rapport à l'année dernière, c'est catastrophique », déplore un journaliste de la place qui se souvient d'un taux très catastrophique de 21%, taux global en 2021, tandis que l'année précédente, le taux était de 47%. Cette année, sur 5801 candidats inscrits au baccalauréat à Anjouan, 5420 se sont présentés aux épreuves et 1100 sont admis, soit 19,57%. Et 1472 candidats, soit 26,19% sont autorisés à passer aux épreuves du deuxième groupe.

Pour Dr Abdou Satar, président du jury, les travaux se sont techniquement mieux déroulés. « Il faut des efforts pour rehausser ce taux à la session prochaine ». Des parents et certains candidats ici présents, au lycée de Mutsamudu parlent d'un examen de « favoritisme ». Malgré les critiques, le président du jury souligne que les travaux se sont déroulés techniquement de manière satisfaisante. Il encourage les élèves à continuer à travailler dur pour améliorer leurs performances à la prochaine session du baccalauréat.

Il est clair que des efforts supplémentaires doivent être déployés pour augmenter le taux de réussite global l'année prochaine. En attendant, les élèves et leurs familles doivent faire face à ces résultats décevants et trouver des moyens de les surmonter. Rencontré sur place, un enseignant de mathématiques au lycée de Mutsamudu rassure que les épreuves étaient abordables.

Younès

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra (Stagiaire)
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



Projet : Résilience Climatique Régionale en Afrique Orientale et Australe
(P180171 – PRRC)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE)

2024-020-DC-UGP-PRRC

« Réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de Diffusion Cellulaire dans le cadre d'un Système national renforcé d'Alerte Précoce multi-aléas pour l'Union des Comores »

1. Contexte:

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de cinq millions de dollars (Don N°E191-KM) de la Banque mondiale pour financer les activités du Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché de Service relatif à la « **Réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de Diffusion Cellulaire dans le cadre d'un Système national renforcé d'Alerte Précoce multi-aléas pour l'Union des Comores** »

. Le Projet comprend les composantes suivantes :

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Un des objectifs du Projet Régional est de renforcer la résilience des populations vulnérable par l'amélioration de la gestion des chocs climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, permettre en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans dont la date de démarrage de la mise en vigueur est le 29 août 2023 et selon les directives de la Banque Mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour le « Réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de Diffusion Cellulaire dans le cadre d'un Système national renforcé d'Alerte Précoce multi-aléas pour l'Union des Comores »

2. Objectif

Ce travail consiste à mener une étude de faisabilité complète pour le développement et le déploiement d'un système de diffusion cellulaire (SDC) de l'information hydrométéorologique et multi-aléas (priorité aux vents cycloniques, aux fortes pluies, aux inondations, aux glissements de terrain et aux submersions côtières) en mesure de s'intégrer dans le système national d'alerte précoce multi-aléas (SAP-MA) l'étude devrait fournir une technologie fiable et performante avec l'infrastructure nécessaire (le cas échéant) pour diffuser en temps réel des avertissements et des alertes à un maximum de personnes et de parties prenantes dans l'Union des Comores (UdC). Le consultant devra travailler en étroite collaboration avec la DTM (Direction Technique de la Météorologie), et ces partenaires notamment l'OVK (Observatoire Volcanique du Karthala), la DGSC (Direction Générale de la Sécurité Civile) et leurs antennes à la Grande Comore, Anjouan et Mohéli et toute autre partie prenante identifiée par le client.

Le SAP-MA est destinée à diffuser des messages d'avertissement et d'alerte par le biais d'un nombre maximal de canaux de communication, y compris, mais sans s'y limiter nécessairement, les réseaux de télécom-

munications utilisant la technologie de radiodiffusion cellulaire (Cell-Broadcast). Les autres technologies peuvent inclure les LB-SMS et les lignes terrestres (par exemple, messages vocaux préenregistrés), la télévision et la radio, l'internet (y compris les médias sociaux, Facebook, Youtube, Twitter et autres canaux de flux RSS), les panneaux d'affichage, les applications mobiles spécialisées et les systèmes de diffusion publics (par exemple, les sirènes et les systèmes d'alarme).

Le champ d'application géographique de cette étude de faisabilité devrait couvrir toutes les zones habitables de l'Union des Comores.

3. Profil et composition du personnel du Consultant

L'équipe de consultants doit être basée en Union des Comores pendant la majeure partie de la mission de consultance (conformément aux calendriers établis à la section 3.1). Le chef d'équipe travaillera exclusivement pour l'équipe. L'équipe doit être composée d'un chef d'équipe et de deux membres.

Exigences de l'équipe/de l'entreprise (à voir les termes de références):

4. Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité Technique et le Coût (SFQC) et conformément aux procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) version de Septembre 2023.

5. Dépôt de la manifestation d'intérêt

Les consultants intéressés par le présent avis de marché sont priés de bien vouloir adresser leur demande des termes de références (TDRs) par email aux deux adresses ci-après : rcrpcomores@gmail.com ;

Les manifestations d'intérêts composés par les cvs, diplômes, attestations, références des consultants et tous autres documents pertinents...doivent être déposées en support physique (document papier) à l'adresse indiquée ci-dessous ou par courriel électronique aux adresses ci-après : rcrpcomores@gmail.com et p180171.prrc.rpm@gmail.com avec la mention « **Réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système de Diffusion Cellulaire dans le cadre d'un Système national renforcé d'Alerte Précoce multi-aléas pour l'Union des Comores.** » à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **mercredi 06 août 2024.**

Bureau du PRRC MATUAFTT, Unité de Gestion du Projet Régional de Résilience Climatique-Comores (PRRC) ; Rue Corniche sis à l'Enceinte du projet PALU, Bat. Fonds Routier, rez de chaussée, BP 12 Moroni – Comores, Ministère de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres.

Moroni-Union des Comores,
Téléphone : +269 346 82 03/ 453 43 12)

Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée par email aux deux adresses indiquée ci-dessus.

BOXE :

Maluzini reçoit le championnat national de la discipline

Absente aux jeux olympiques de Paris, la boxe anglaise comorienne n'en est pas moins dépourvue d'activité. Le 03 août prochain, les boxeurs comoriens qualifiés pour le championnat national se retrouveront dans le grand stade de Maluzini, pour mesurer leur niveau. Et pour cette édition, les athlètes évolueront pour la première fois dans un ring mobile.

C'est en tout cas ce que semble nous dire la Fédération Comorienne de Boxe (FCB) dans une publication en date du 29 juillet dernier. « La fédération Comorienne de boxe organise son championnat national de boxe le mois d'août prochain. Les matchs de la finale sont prévus pour le 03 août 2024 au stade de Maluzini, à partir de 18 heures ». Et de continuer : « ces matchs intenses se joueront pour la première fois dans notre pays sur un ring mobile aux normes internationales, offert à la Fédération Comorienne de Boxe par l'IBA. » Quasiment en situation de mort cérébrale, pendant une décennie, le noble art a connu une ascension fulgurante depuis près de deux ans avec l'élection à sa tête du duo, Mohamed Mbechezi et Loukman Azali respectivement pré-

sident et vice-président.

Cette renaissance du noble art, s'est matérialisée par la participation des boxeurs comoriens dans des nombreuses compétitions internationales et régionales, avec des résultats encourageants. Cette phase nationale est donc une occasion unique donnée aux pratiquants de la boxe de s'illustrer sur la scène nationale à quelques mois du championnat d'Afrique dans nos murs. Appui inestimable, de la Fédération Comorienne de Boxe, l'ambassade de France s'est encore une fois manifestée pour apporter son soutien à la FCB. « Cet événement, principalement financé par l'ambassade de France aux Comores, sera placé sous le haut

patronage du Gouverneur de l'île autonome de Ngazidja, Monsieur Ibrahim Mohamed Mze, également Président du Cosic (Comité Sportif des Îles des Comores), qui a toujours soutenu la fédération dans ses activités de promotion de la boxe comorienne » précise le communiqué.

La maison diplomatique française avait dans un passé récent déjà soutenu la boxe en finançant l'achat des matériaux pour l'initiation de la boxe dès le milieu scolaire (boxe à l'école). Malheureusement, cela fait une année que la convention a été signée, mais ce programme n'a toujours pas encore vu le jour.

Imtiyaz

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel



جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية

NOTE CIRCULAIRE

Le Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA) porte à la connaissance des médias nationaux et étrangers, de l'Administration, des différents corps de l'Armée, des Institutions publiques et privées, des Chancelleries, des Missions consulaires, des Organisations internationales et des ONGs qu'un processus d'attribution d'une carte professionnelle de presse aux journalistes travaillant sur le territoire de l'Union des Comores a démarré il y a deux mois.

Il est rappelé aux journalistes et aux médias de se conformer à la législation en vigueur notamment les dispositions de la Loi N° 21-011/AU du 05 juin 2021 portant Code de l'Information et de la Communication en Union des Comores notamment en ses articles 1 et suivants, 78 et suivants, 90, 91, 92, 93, 94 et suivants, 105, 106, 107 et suivants, 111 et suivants, 140 à 151, 153, 154, 155, 156 et suivants.

Une longue réflexion sur le cadre légal et les modalités d'attribution de la carte a été menée, de façon inclusive, avec l'ensemble des acteurs de la presse comorienne. La première session de l'année est ouverte jusqu'au 15 août 2024. Une deuxième session est programmée au mois de novembre 2024 pour ceux qui seront recalés à la première session ou ceux qui voudront bien faire une première demande de la carte professionnelle de presse.

Le Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA), soucieux de professionnaliser le métier de journaliste aux Comores, de pousser les journalistes à se conformer à la loi, d'assainir l'écosystème médiatique et de mettre un terme aux dérapages manifestes, informe ainsi le grand public qu'un délai d'un (01) mois, à compter de la date de publication de la présente note circulaire, est accordé aux journalistes et aux médias (presse écrite, radios, télévisions, médias en ligne) pour se conformer et se régulariser auprès du CNPA.

Passé ce délai, des sanctions administratives seront prises, voire des poursuites judiciaires éventuelles en cas de nécessité. Le journaliste qui n'aura pas sa carte professionnelle de presse n'aura pas le droit d'exercer la profession aux Comores à compter du 1er octobre 2024. La liste des journalistes officiellement reconnus à exercer le métier sera communiquée le 30 septembre 2024.

Le CNPA tient ainsi à informer le public qu'il ne peut être saisi, en aucun cas, pour des faits, activités ou autres situations émanant d'une personne prétendant exercer la profession et qui n'est pas détentrice d'une carte professionnelle de presse. Un spécimen du modèle de la carte sera diffusé partout pour faciliter l'identification du document. Le CNPA n'apportera ni secours ni assistance à un journaliste qui n'est pas reconnu comme tel. L'Institution appelle les médias à encourager leurs journalistes à se professionnaliser, à formaliser leurs statuts pour pouvoir jouir pleinement de la qualité recommandée par les textes en vigueur.

Le CNPA se désengagera de toute responsabilité en cas de fautes professionnelles commises par une personne non déclarée journaliste par la structure compétente. Sur ce, nous invitons les Autorités étatiques, l'Administration, les différents corps de l'Armée, les Institutions publiques et privées, les Chancelleries, les Missions consulaires, les Organisations internationales et les ONGs à éviter des rapports courants, pour de besoins de publications médiatiques, avec des personnes n'ayant pas les qualités professionnelles exigées par la loi dans le cadre de l'exercice de la profession de journaliste.

Le CNPA sollicite le soutien de tous dans cette phase décisive d'assainissement de la profession et de réglementation du métier et reste ouvert à toute discussion qui aidera à mettre de l'ordre dans la profession de journaliste aux Comores. Des sessions de formation seront organisées régulièrement pour étoffer les compétences du journaliste, renforcer sa déontologie et son éthique professionnelles et lutter progressivement contre sa précarité rampante, les fausses informations et les discours de haine.

Moroni le 2 août 2024

Le Président du CNPA

ABOUBAKARI BOINA



APPEL A CANDIDATURE

Organisation : Expertise France

Intitulé du poste : Coordinateur-riche des activités Lumin'Îles

Pays ou zone géographique : Union des Comores

Nombre de jours / durée de la mission : 12 mois, renouvelable

Nature de contrat : CDD de droit local

Date limite de réponse : 07/08/2024 à Minuit.

Référence du projet : Programme régional pour l'autonomisation des femmes du Sud-Ouest de l'Océan Indien "Lumin'Îles"

Description du projet :

Le programme régional d'autonomisation des femmes dans les îles de l'Océan Indien, ou « Lumin'Îles », a **pour finalité de favoriser une plus grande autonomie économique des femmes dans la région Océan Indien** par l'amélioration de l'offre de garde d'enfants et des conditions de travail pour toutes (notamment dans le secteur de garde d'enfants mais également en entreprise).

Projet d'envergure régionale, l'intervention se concentrera principalement à Madagascar, Maurice et aux Comores. Les départements d'outre-mer seront sollicités à travers des coopérations techniques ponctuelles.

L'objectif général du projet est de favoriser une plus grande autonomie des femmes dans la région Océan Indien par l'atteinte de 3 objectifs spécifiques :

1. Promouvoir et piloter des modes de garde des jeunes enfants adaptés à divers publics
2. Organiser et formaliser la filière de garde d'enfants
3. Améliorer les conditions de travail des femmes dans l'entreprise et le secteur du « care »

Ces objectifs structurant l'intervention en composantes sont précédés d'une période de faisabilité, d'une durée de 8 mois et prenant fin en décembre 2024, dont l'objectif est de poursuivre/finaliser la pertinence, qualité et viabilité des activités.

Dans ce cadre, Expertise France recherche un.e Coordinateur/trice des activités nationales aux Comores, remplissant les critères suivants :

Description du poste :

La personne retenue sera **placée sous l'autorité de la cheffe de projet basée à Madagascar, au sein** d'une équipe de projet composée d'un.e Responsable Admin Fin, chargé.e de subvention et de passation de marchés, assistant.e de projet, chargé de suivi-évaluation, chargé de communication, et **en lien** avec les coordonnateurs nationaux de projet basés à Maurice et à Madagascar, le chargé de projet au siège qui fait la liaison avec les services financiers, juridiques, RH et tous autres services supports pertinents pour la bonne gestion du projet.

Concrètement, ses tâches seront la Planification, Mise en Œuvre et Suivi (Gestion) des activités aux Comores :

- Revoir la faisabilité du projet et de ses activités aux Comores, en ligne avec le Projet initial et Proposer des orientations stratégiques sur les actions clés et l'établissement de partenariats ;
- Assurer régulièrement la liaison et le dialogue politique avec les institutions gouvernementales, la société civile, les entreprises, les experts techniques, les groupes de réflexion, les bailleurs et autres parties prenantes nationales et internationales dans le domaine thématique du projet, afin de renforcer la collaboration et de maximiser l'impact du projet ;
- Assurer une gestion efficace et une coordination des activités du projet aux Comores, ainsi qu'une planification, suivi et reporting de qualité (opérationnel et budgétaire) en ligne avec les procédures internes ;
- Fournir une expertise et un leadership technique adéquat aux partenaires, en assurant des interventions de haute qualité et une coordination entre les partenaires afin que les plans de projet soient réalisés ;
- Assurer une communication externe fluide avec les partenaires du projet, l'AFD, l'Ambassade de France, le bureau Expertise France et les autres parties prenantes ;
- Représenter Lumin'Îles dans les réseaux et rencontres pertinentes avec le bailleur, les partenaires et parties prenantes ;

- Planification, facilitation et suivi de l'assistance technique ;
- Planification, facilitation et suivi du COPIL Comores ;
- Produire des documents sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques, ainsi que d'autres outils fondés sur les connaissances ;
- Assurer une communication interne fluide et efficace et une coordination des activités du projet aux Comores, en parfaite cohésion avec les autres pays (Maurice et Madagascar principalement).
- Contribuer à la production de rapports narratifs et financiers de haute qualité, de plans annuels et d'autres exigences en matière de rapports internes, aux bailleurs et autres parties prenantes.

Les missions pourront évoluer en fonction du développement du projet.

Qualifications, Expérience professionnelle générale et spécifique

Niveau de formation :

- Diplôme de **l'enseignement supérieur** en relation avec le secteur d'intervention du projet : **protection sociale, garde d'enfants/care, travail social/sciences, genre, droit du travail, ou gestion de projet.**

Expérience professionnelle :

- Au moins **7 ans d'expérience** pertinente progressivement responsable au niveau national ou régional dans la fourniture de conseils techniques, la conduite de recherches, la formulation de politiques et/ou l'élaboration et la gestion de projets complexes dans les secteurs du Projet Lumin'Îles (genre, protection sociale, travail décent, petite enfance, droit du travail, etc.) aux Comores et/ou à Madagascar et dans la région.
- Connaissance pratique des questions thématiques actuelles concernant le genre, les droits des femmes et l'autonomisation des femmes, aux Comores et dans la région.
- Expérience en gestion financière, y compris la budgétisation et suivi financier.
- Excellentes compétences en rédaction de rapports et communication.
- Expérience avérée dans le développement de relations de travail efficaces et consensuelles avec des partenaires institutionnels, des organisations internationales, des bailleurs, des organisations de la société civile et du secteur privé.
- Disposer d'un excellent réseau tant institutionnel que dans la société civile constitue un atout ;
- Maîtrise souhaitée des procédures administratives des bailleurs de fonds et notamment de l'Agence Française de Développement (AFD) ;
- Parle couramment le français ainsi que le shikomor et l'arabe. La maîtrise/connaissance du Shingazidja, Shimwali et Shindzuani sont des atouts.
- Excellentes capacités d'organisation, rigueur, méthode et polyvalence ;
- Autonome dans le travail ;

Informations complémentaires :

- La prise de poste est fixée le plus tôt possible ;
- Le volume d'expertise requise pour ce poste est de 12 mois renouvelable;
- Le poste sera basé à Moroni ou Anjouan, **avec des déplacements fréquents entre les Îles de la République des Comores.**

Conjoncture dynamique et favorable : important développement d'un portefeuille social du groupe AFD à Madagascar et dans l'Océan Indien

Documents à fournir :

CV, lettre de motivation en français

Envoyez votre dossier de candidature à :
rh.comores@expertisefrance.fr

Contacts des recruteurs :

Simon VEITL et Fabienne ARNOULD

Le processus de sélection des candidat(e)s se fera en deux temps :

- **Dans un premier temps, une analyse des dossiers avec constitution d'une liste restreinte par Expertise France.**
- **Dans un deuxième temps, deux entretiens (en ligne les 13 et 14 Aout puis en présentiel le 23 Aout) entrecoupés d'un test écrit en ligne (entre le 16 et 19 Aout) avec les candidats sélectionnés.**

Les honoraires seront négociés directement avec le/la candidat(e) retenu(e).